

FAITS-DIVERS

UN LYCÉEN TUÉ EN PETITE-TERRE



JEUNESSE

DEUX MAHORAIS
REJOIGNENT LA MARINE

ÉVÉNEMENT

UNE SEMAINE CONSACRÉE À
L'INNOVATION

A young couple is shown in a romantic pose, facing each other closely. The man is shirtless and the woman is wearing a dark sports bra and denim shorts. They are both smiling and looking at each other. The background is a soft, out-of-focus light blue.

Mayotte
HEBDO .com

MAGAZINE D'INFORMATION NUMÉRIQUE HEBDOMADAIRE
24^{ème} année - n° 1102 - 13 sept. 2024

LISEZ
CE NUMÉRO
GRATUITEMENT

LA SANTÉ SEXUELLE DES MAHORAIS SE PORTE MAL

UN JEUNE DÉCÈDE APRÈS AVOIR REÇU PLUSIEURS COUPS DE COUTEAU EN PETITE-TERRE



Plusieurs interpellations ont eu lieu suite au décès d'un jeune, victime de coups de couteaux à Labattoir.

Dans la soirée de mercredi, un lycéen a été agressé mortellement. Plusieurs suspects ont été interpellés par la gendarmerie.

La commune de Labattoir, en Petite-Terre, a été secouée par une agression mortelle ce mercredi soir. Aux alentours de 18h, un jeune, qui serait âgé d'une quinzaine d'années, a reçu plusieurs coups de couteaux. Son pronostic vital engagé, il a été conduit au Centre Hospitalier de Mayotte (CHM), où il est décédé quelques heures plus tard. La gendarmerie confirme à Flash Infos qu'après avoir déployé un important dispositif de recherche, plusieurs interpellations ont eu lieu. Trois suspects auraient été appréhendés et un autre se serait rendu. Une enquête est en cours.

Pour éviter les représailles liées généralement à ce type d'agression, des gendarmes en renfort sont venus de Grande-Terre pour assurer le calme pendant la nuit et au moment de l'arrivée des élèves à l'école.

**LE RECTEUR S'EST RENDU DANS
L'ÉTABLISSEMENT DE LA VICTIME**

Dans la matinée de jeudi, le recteur de l'académie de Mayotte, Jacques Mikulovic, s'est rendu au lycée de Petite-Terre où était scolarisée la victime pour apporter son soutien aux élèves et au personnel. Un communiqué du rectorat adressant ses condoléances à la famille, informe aussi qu'une cellule psychologique sera mise

en place dans l'établissement. *"Nous appelons chacun à faire preuve de responsabilité et de retenue en évitant notamment la diffusion de rumeurs sur les réseaux sociaux",* peut-on lire également.

Marine Gachet

RIXES AU LYCÉE DE TSARARANO

Jeudi 12 septembre dans la matinée, des violences ont eu lieu entre deux élèves du lycée de Tsararano (Dembéni), impliquant l'intervention des équipes éducatives et de sécurité présentes sur place et de la gendarmerie. Une seconde rixe a eu lieu dans l'établissement vers 12h. *"La gendarmerie a procédé à quatre interpellations des auteurs de ces faits et poursuit son enquête sur les responsables",* indique la préfecture dans un communiqué.

"Le préfet et le recteur condamnent ces comportements irresponsables qui perturbent le bon déroulé de la scolarité des lycéens de Tsararano", précise l'institution. Ils en appellent également à la *"responsabilité de chacun"* et *"à celle des parents de ces individus"*. Ces derniers *"seront sanctionnés sévèrement et seront convoqués avec leurs parents pour un rappel ferme à leurs obligations"*, annoncent les services de l'Etat. Le préfet brandit même la menace d'une remise en cause du titre de séjour des parents le cas échéant, en assurant *"sa détermination à faire procéder si le cas se présente et dans le cadre de loi"* immigration *"du 26 janvier 2024 à une dégradation du titre de séjour des parents de ces auteurs des violences"*.

ILS ONT RÉPONDU À L'APPEL DE LA MER ET AU GOÛT DE L'AVENTURE



Houmadi Farouk signe le contrat d'engagement qui fait de lui un marin à part entière.

Un contrat de deux ans renouvelable une fois, une multitude de carrières intéressantes possibles au sein des forces armées françaises. Deux jeunes Mahorais de 19 ans ont eu la chance d'intégrer la Marine nationale ce jeudi matin au cours d'une cérémonie solennelle organisée au sein de la base navale de Mayotte à Dzaoudzi où ils ont été accueillis avec leurs parents par le commandant de la place, le capitaine de frégate François-Xavier Pilven.

La base navale de Mayotte (sur le rocher de Dzaoudzi) a vécu un moment intense en émotion ce jeudi matin avec la signature – pour la première fois localement – de contrats d'engagement au profit de deux jeunes Mahorais, Ahamada Nathan Belkassem et Houmadi Farouk (respectivement originaires de Kani-Kéli et Dzaoudzi-Labattoir). Âgés de seulement 19 ans, ils ont officiellement intégré les rangs de la Marine

nationale française, à la grande satisfaction du commandant de la base navale, le capitaine de frégate François-Xavier Pilven.

"Un métier qui continuera à vous structurer"

Cette brève cérémonie marque un nouveau point de départ pour notre département car si la Marine nationale compte en son sein de nombreux éléments originaires de son sol, il leur a fallu se trouver dans l'hexagone ou sur l'île voisine de La Réunion pour réussir à se faire recruter. Pour ne prendre que l'exemple de la base navale située sur le rocher de Dzaoudzi, une quinzaine de militaires (sur un effectif total de 50) sont des natifs du territoire qui ont demandé à y être affecté pour se rapprocher de leurs familles ou servir dans leur île natale pendant un certain temps. *"Aujourd'hui c'est quelque chose d'un peu inédit, vous ouvrez un petit peu le chemin qui doit inciter, je l'espère, un grand nombre de jeunes Mahorais à s'engager dans les armées, à s'engager dans la Marine"*, a déclaré le capitaine de frégate

aux désormais nouveaux marins.

Aux parents venus accompagner leurs enfants et vivre avec eux cet instant solennel, il leur a adressé ses chaleureux remerciements pour l'éducation structurante qu'ils leur ont offerte et sans laquelle ils n'auraient pas choisi cette voie. *"Un métier qui continuera à vous structurer quel que soit votre avenir. Là, vous mettez un premier pas dans l'institution, dans la Marine, dans les forces armées, ça va être pour vous une occasion de découvrir un métier extraordinaire, ou un métier ordinaire dans un cadre extraordinaire"*. Une manière pour le commandant de la base navale de Mayotte de faire comprendre aux deux futurs quartier-maîtres qu'ils auront la possibilité d'apprendre des métiers existants dans le civil ou d'autres plus spécifiques aux forces armées.

L'espoir d'une carrière militaire Pour Ahamada Nathan Belkassem, c'est avec une très légère pointe de regret qu'il tourne la page de sa vie civile. L'appel de la mer et le goût de



Ahamada Nathan Belkassam a reçu des mains du capitaine de frégate François-Xavier Pilven la médaille de la base marine de Mayotte.

l'aventure ont su motiver sa décision d'intégrer la Marine nationale, soutenu dans cette démarche par sa mère. Il désire embrasser une longue carrière de mécanicien et pourquoi pas se donner les moyens de suivre les formations en vue de gravir les échelons pour devenir un jour officier. Houmadi Farouk attendait impatiemment de pouvoir parapher son contrat d'engagement. Lui, à l'inverse de son collègue, a connu un parcours qui l'a tout naturellement conduit à choisir de devenir marin. Il a fréquenté deux années durant le centre de formation maritime à Dzaoudzi, ce qui lui a procuré une envie d'approfondir ses connaissances en apprenant un autre métier dans la Marine. Son rêve est de se retrouver un jour sur la passerelle d'un bateau entouré d'instruments de navigations high-tech. Il désire ardemment commander un navire au cours de sa future carrière militaire. Les deux jeunes marins prendront l'avion ce samedi pour Paris, d'où ils rejoindront la grande base navale de Toulon (Var) avant d'intégrer dès dimanche soir le pôle école Méditerranée à Saint-Mandrier pour quatre semaines de formation initiale préalable à une affectation.



SIAM

Originaires de Kani-Kéli et Dzaoudzi-Labattoir, les deux nouveaux marins vont rejoindre la métropole par le vol de samedi soir.



PRÉFET
DE MAYOTTE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
affaires culturelles

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE

PATRIMOINE
DES
ITINÉRAIRES,
DES
RÉSEAUX
ET DES
CONNEXIONS

PATRIMOINE
MARITIME

21-22
09
2024

JOURNEESDUPATRIMOINE.FR

#JOURNÉESDUPATRIMOINE



Toute la programmation sur : openagenda.com



SEMAINE DE L'INNOVATION

"METTRE EN LUMIÈRE LES INITIATIVES INNOVANTES SUR LE TERRITOIRE"



La première édition de la Semaine de l'Innovation, organisée par l'Agence de développement et d'innovation de Mayotte (Adim), a accueilli 150 participants en 2023.

Du 17 au 20 septembre, la Semaine de l'Innovation revient après une première édition réussie en 2023. Cette année, l'accent est mis sur la transition écologique. Les projets les plus innovants pourront à nouveau recevoir un accompagnement, grâce au concours Innov'action 976.

PAS D'INNOVATION SANS TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La Semaine de l'Innovation revient pour une deuxième année consécutive sur le territoire mahorais. Organisée par l'Agence de développement et d'innovation de Mayotte (Adim), cet événement se tient du 17 au 20 septembre. Cette édition étant placée sous le thème de la transition écologique, le mardi sera consacré à la présentation de projets innovants notamment dans le domaine de l'énergie, de 9h à 16h, au siège de la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) à Mamoudzou, sur invitation. *"On a souhaité faire un gros focus sur la transition écologique, car on n'envisage pas le développement économique sans le respect de l'environnement"*, déclare Soumaya Soulaïmana, responsable innovation à l'Adim, qui est en charge de la semaine. Les programmes de financement pour les initiatives novatrices et dans le sens du développement durable seront également présentés. Plusieurs tables rondes auront lieu pour favoriser les échanges. *"Le but de cette semaine est vraiment que les différents acteurs se rencontrent, qu'ils puissent faire écosystème, et favoriser aussi les partenariats publics privés"*, développe l'organisatrice.



Le concours Innov'action 976 revient pour cette deuxième édition de la Semaine de l'Innovation.

LE CONCOURS INNOV'ACTION 976 DE RETOUR

Les 18 et 19 septembre et la matinée du 20 septembre seront notamment consacrés au concours Innov'action 976. La compétition se déroulera au Pôle d'excellence rurale (PER) de Coconi, à Ouangani. À partir de 13h, le mercredi, les différents candidats présenteront leurs projets. De 8h à 16h le jeudi, les participants présélectionnés seront coachés par des experts et des entrepreneurs pour affiner leurs projets. De 9h à 12h le vendredi, ils devront présenter leurs pitches finaux et cinq lauréats seront sélectionnés. Ils bénéficieront d'un accompagnement par des experts de Schoolab pendant six mois pour développer leurs idées. Chacun recevra une subvention de 10.000 euros. "Nous voulons mettre en lumière les initiatives innovantes sur le territoire", insiste Soumaya Soulaïmana. Les inscriptions pour le concours sont ouvertes jusqu'au samedi 14 septembre à minuit, sur la plateforme du conseil départemental, qui soutient l'événement.

LES PORTES DE LA TECHNOPOLE DE DEMBÉNI S'OUVRENT

Le vendredi après-midi, de 14h à 16h, sera consacré aux portes ouvertes de la Technopole de Dembénì, dans le but d'offrir aux visiteurs un aperçu



Le vendredi après-midi sera consacré à une visite de la Technopole de Dembénì.

des services, équipements et projets de recherche voués à être hébergés sur le site. Une nouveauté pour cette deuxième édition. Ce lieu est en effet destiné à accompagner des entreprises mahoraises en mettant à leur disposition du matériel et des laboratoires pour renforcer leur potentiel technologique. Une incarnation architecturale de cette semaine dédiée à l'innovation.

Marine Gachet

Infos pratiques : Mardi 17 septembre : 9 h à 16 h à la CCI de Mamoudzou. Mercredi 18 septembre : à partir de 13h au PER de Coconi. Jeudi 19 septembre : de 8h à 16h au PER de Coconi. Vendredi 20 septembre : de 9h à 12h au PER de Coconi et de 14h à 16h à la Technopole de Dembénì. Pour s'inscrire au concours Innov'action 976, il faut se rendre sur le site : <https://lecd976soutientmonprojet.fr>. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au samedi 14 septembre 2024 à minuit.

Groupama

LE GRAND CODE DE LA ROUTE

2^{ème} édition

**LE 28 septembre 2024 de 8H30 à 13H
au cinéma de CHIRONGUI**

**Nombreux lots à gagner !
Inscription gratuite au 02 69 63 00 10**

Sponsors :

- Coca-Cola
- FRANCE PARE-BRISE
- TAYOTTE SUREAU
- POULET
- TotalEnergies
- Bellou N°1
- PRÉFET DE MAYOTTE
- GALERIE SHOPPING
- GENDARMERIE
- Laiterie de Mayotte
- SODIFRAM
- TILT
- 13^{ème} PARAFIÈRE
- AUDIM
- LE TENSO
- SÉCURITÉ ROUTIÈRE VIVRE, ENSEMBLE

UN MULTIRÉCIDIVISTE CONDAMNÉ À DOUZE ANS DE PRISON POUR TENTATIVE DE MEURTRE



Fahadi Abdou Chef a été condamné à douze ans de prison, avec interdiction de porter une arme et interdiction de quitter le territoire français.

La cour d'assises de Mayotte a prononcé, ce jeudi 12 septembre, une peine de douze ans de prison à l'encontre d'un homme, auteur multirécidiviste de violences, pour tentative de meurtre en 2020 à Cavani. Aujourd'hui âgé de 23 ans, il avait roué de coups au visage un ressortissant burundais, provoquant des lésions au cerveau et une infirmité permanente chez la victime.

Une peine de douze ans de prison ferme a été prononcée à l'encontre de Fahadi Abdou Chef, ce jeudi 12 septembre. Depuis mercredi, cet homme de 23 ans comparait devant la cour d'assises de Mayotte pour tentative de meurtre et violences en réunion sur un individu né au Burundi. Le 11 septembre 2020 dans la soirée, un groupe de cinq personnes jettent des pierres sans raison apparente sur deux Burundais dans le quartier de Cavani (Mamoudzou). L'un d'eux tombe au sol, Fahadi Abdou Chef lui porte alors des coups répétés à la tête et lui écrase le visage avec le talon. La victime se retrouve gisant dans une flaque de sang, les premiers témoins de la scène le croient mort. Ces blessures provoquent un traumatisme crânien grave chez la victime, qui souffre aujourd'hui d'une infirmité permanente. Fahadi Abdou Chef était donc jugé mercredi et jeudi pour tentative de meurtre et violences

en réunion. Le jury a décidé de le condamner à douze années d'emprisonnement, avec interdiction de porter une arme pendant cinq ans et interdiction de quitter le territoire français.

" L'INTENTION DE COMMETTRE UN HOMICIDE RESSORT CLAIREMENT "

Une peine qui correspond aux réquisitions de l'avocat général, Yann Le Bris. Dans son réquisitoire, ce dernier a insisté sur *" l'agression incompréhensible qui a saccagé la vie de la victime en quelques minutes. Le 11 septembre 2020, cette dernière, âgée de 33 ans, avait des projets, des espoirs, des amis. Le 12 septembre, tout cela s'est envolé. Désormais, il vit au ralenti en ayant perdu toute vitalité physique "*.

" L'intention de commettre un homicide ressort clairement ", selon le représentant du ministère public, à la fois *" dans la répétition des coups, dans leur violence et aux endroits où ils ont été portés. " Il analyse l'agression de ce soir-là " presque comme une suite logique " dans le parcours de l'individu, " comme un refus de prendre en compte les avertissements judiciaires " alors qu'il a été condamné à sept reprises. Des condamnations très proches dans le temps. En août 2018, il est jugé pour vol avec violence, en septembre 2018 pour vol en réunion, en novembre 2018 pour violence sur personne chargée de l'autorité publique, en*

novembre 2018 encore pour violence aggravée par deux circonstances etc. L'avocat général estime que la prison ferme est la réponse la plus adaptée au comportement de l'individu :

" Dans le cas de profils comme ce garçon, quand la justice leur a tendu la main, ils ont pu avoir la capacité de se transformer " .

" La seule école qu'il a connue c'est la rue "

De son côté, Maître Soumetui Andjilani, l'avocat de la défense, considère que l'intention de perpétuer un homicide n'est pas clairement établie.

" Voulait-il le tuer ? Non, moi je veux répondre " non " à cette question. Il n'y a pas assez d'éléments dans le dossier qui permettent de prouver cela " .

Dans sa plaidoirie, il décrit un jeune garçon qui a connu *" l'hostilité du quartier de Cavani " , son profil lui rappelle celui de nombreux autres jeunes également " entrés dans le moule de la délinquance " . " Fahadi Abdou Chef n'avait pas assez d'argent pour se nourrir, alors il a rejoint la bande de Cavani " , justifie-t-il. A la mort de sa grand-mère, alors qu'il avait 13 ans, *" la seule école qu'il a connue, c'est la rue " .* Tandis que l'intéressé se trouve en détention provisoire depuis quatre ans, son avocat déclare *" c'est déjà beaucoup. La prison ne construit pas un homme " .* Du fait des quatre années déjà purgées, il reste aujourd'hui huit années de prison à Fahadi Abdou Chef.*

Lisa Morisseau

ASSUREZ VOTRE VOITURE À LA BFC⁽¹⁾

Découvrez notre solution d'assurance
pour protéger votre voiture.

-30%⁽²⁾

jusqu'au
05/10/24

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **BFC**

(1) Contrat d'assurance automobile de Allianz IARD, d'assistance de AWP Réunion SAS et de défense pénale et recours suite à accident de Allianz IARD - Direction Outre-mer. Entreprises régies par le Code des assurances. Société anonyme au capital de 991.967.200 € 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex 542 110 291 RCS Nanterre. Contrats présentés par la Banque Française Commerciale Océan Indien, dont le siège social est situé 58 rue Alexis de Villeneuve - CS 21013 - 97404 Saint-Denis Cedex, en sa qualité d'intermédiaire en assurances, immatriculation ORIAS n°07 030 515 (www.orias.fr). Ce contrat est valable à La Réunion et à Mayotte et soumis à des conditions d'éligibilité. Les événements garantis, les conditions, limites et exclusions de garantie figurent au contrat. (2) Sous réserve d'un minimum de cotisation annuelle de 300€. Offre réservée aux clients titulaires d'un compte bancaire à la BFC. Pour tout nouveau contrat d'assurance automobile BFC souscrit en prélèvement automatique mensuel entre le 26/08/2024 et le 05/10/2024 : une réduction de 30% sur votre cotisation annuelle, applicable uniquement sur la première année. Banque Française Commerciale Océan Indien - S.A. capital de 16 666 800 EUR - Siège social 58, rue Alexis de Villeneuve - CS 21013 - 97404 Saint-Denis cedex - RCS Saint-Denis 330 176 470 - Groupe The Mauritius Commercial Bank et Groupe Société Générale - N° TVA intracommunautaire : FR51330176470 - N° ADEME : FR380707_01ZHIO.

SIX PASSEURS DE MIGRANTS JUGÉS DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL



Le délibéré sera connu le 10 octobre prochain. Photo d'illustration.

Deux passeurs sont poursuivis pour homicide involontaire après le décès de passagers qui voulaient rejoindre Mayotte. Une seconde affaire implique en revanche des prévenus qui auraient participé à l'hébergement de ressortissants d'Afrique des Grands Lacs que l'Etat s'appête à expulser. Le délibéré pour les deux dossiers sera connu le 10 octobre prochain.

Le tribunal correctionnel de Moroni a jugé six personnes ce jeudi 12 septembre, poursuivies pour des faits de trafic illicite de migrants. La première affaire concerne quatre Comoriens accusés d'avoir aidé des continentaux à entrer illégalement sur le territoire de l'Union des Comores. Le 22 août, 24 migrants qui seraient originaires essentiellement du Burundi et de la République Démocratique du Congo, ont été débarqués sur une plage de Vanamboini, une localité située à plus de 10 km de la capitale, Moroni.

Selon le chef du parquet, Ali Mohamed Djounaid, ce n'est qu'une semaine plus tard que les autorités apprennent leur arrivée. D'où la comparution des quatre personnes soupçonnées d'avoir porté assistance à ce groupe de personnes qui voulaient rejoindre Mayotte. A la barre se trouvaient le propriétaire de la maison qui les accueille jusqu'alors, mais aussi celui qui est allé demander les clés de la résidence sise à la plage, et l'autre prévenu anjouanais qui était en contact avec le boss burundais. Ce dernier a reconnu devant les jurés avoir reçu un coup de fil depuis le Burundi pour partir à la recherche de migrants arrivés à la Grande Comore. *"J'ai ainsi exigé que l'on m'envoie treize personnes, seulement des hommes. Je ne voulais pas d'enfants ni de femmes dans le contingent. Ils sont venus à Anjouan et j'ai trouvé un endroit où les héberger. Et le quatrième jour après leur venue, j'ai été arrêté"*, a-t-il indiqué, devant le tribunal.

"JE SUIS JUSTE VENU EN AIDE À DES PERSONNES EN DÉTRESSE"

Le même homme, inculqué pour trafic illicite de migrants a admis qu'il a reçu 3.000 euros (1,5 million de francs comoriens) pour accomplir le travail. Il a utilisé une partie de cet argent pour l'achat de moteurs, lesquels ont été confisqués, d'après lui, par les forces de l'ordre. Ce passeur anjouanais dit avoir aussi accepté la mission pour subvenir aux besoins de sa famille. Pour le moment, le reste des migrants est pris en charge par l'Etat qui cherche un moyen de les renvoyer chez eux, à en croire le parquet de Moroni.

Devant les jurés, le père de famille qui s'est approché en premier des migrants s'est défendu de toute implication en tant que complice et a juré qu'il n'a touché aucun argent en contrepartie. *"Je suis juste venu en aide à des personnes en détresse, parmi lesquelles des enfants âgés entre 3 et 7 ans"*, a-t-il martelé. Un argument repris par son avocat, Maître Youssouf Imani, qui a mis en avant le côté humanitaire de son client, pour réclamer sa relaxe, après la prononciation des réquisitoires du parquet. Le ministère public a en effet cité la nouvelle loi sur le trafic illicite de migrants votée en juin dernier et promulguée un mois plus tard, pour demander la condamnation des prévenus. Le parquet s'est appuyé sur près de quatre dispositions qui répriment le trafic lui-même, mais également toute complicité, fait qui inclut l'hébergement de personnes entrées illégalement sur le territoire. Le ministère a ainsi requis des peines de trois ans de prison ferme pour les quatre prévenus, assorties d'une amende de 20 millions de francs comoriens, soit 40.000 euros chacun. Le délibéré est attendu le 10 octobre prochain. C'est ce jour-là que le sort de deux autres passeurs qui comparaissaient ce jeudi sera connu.

UN TRAFIC DE CIGARETTES

Les deux hommes risquent jusqu'à 10 ans de prison ferme, si le tribunal suit le réquisitoire du parquet. A l'origine de leur inculpation, les décès survenus en 2019 et 2021 de passagers (des Comoriens) qu'ils transportaient à Mayotte. Ce n'est pas tout. D'autres charges concernant du trafic de cigarettes et de stupéfiants les visent également. Pour les traversées, les deux hommes ont d'abord nié avoir aidé à conduire depuis 2011 des passagers à Mayotte, a précisé l'un d'eux. *"La deuxième fois c'est au début de 2024 quand le président de l'assemblée, Moustadroine Abdou, m'a sollicité pour faciliter le transport de quatre personnes à Mayotte, dont un blessé lors d'un accident de circulation dans le cadre des travaux de réfection des routes à Anjouan"*, a clarifié le père de dix enfants. Son coaccusé, a reconnu pour sa part qu'il lui est arrivé de rechercher de temps en temps des clients en particulier ceux de son village pour les confier à des commandants de kwassa-kwassa.

Au terme des débats, le ministère public a demandé des peines allant de 5 à 10 ans de prison et une amende de 5 millions de francs comoriens (10.138 euros) pour chacun. Dans leurs plaidoiries, les avocats de la défense, dont Maître Fahmi Saïd Ibrahim, ont jugé les réquisitoires sévères. *"La qualification est erronée car on ne peut pas parler de trafic pour le transport des Comoriens vers Mayotte. Vous savez, depuis l'indépendance, il y a eu cinq constitutions, elles stipulent toutes que Mayotte est comorienne. A cela s'ajoutent 22 résolutions des Nations Unies qui abondent dans le même sens. Il faut être cohérent. Je suis choqué que le parquet, gardien de droit, poursuive des Comoriens pour un trafic de personnes"*, a déploré l'avocat Fahmi Saïd.

Abdou Moustoïfa depuis Moroni

RÉUNION

GRÈVE CHEZ DEKRA : DES
NÉGOCIATIONS MAIS PAS
D'AVANCÉE AUTOUR DE LA
PRIME D'ANCIENNETÉ

Malgré la médiation de la direction du travail, patron et salariés ne sont pas parvenus à un accord. En grève depuis le 26 août, les employés de la société spécialisée dans le contrôle technique automobile demandent une meilleure rémunération, notamment par la reconnaissance de l'ancienneté. Au cœur de bras de fer entre les salariés et la direction de Dekra Automotive, un besoin de reconnaissance. Depuis le 26 août, les grévistes réclament une meilleure rémunération. Encadrées par la direction du travail, les deux parties butent sur la prime d'ancienneté. Les syndicats ne comprennent pas les réticences de la direction alors que la société a réalisé d'important bénéfices ces dernières années. Comment trouver la motivation d'aller travailler quand les derniers arrivants sont payés comme les anciens ? C'est la question que se pose Yohann Lucas après 18 ans dans l'entreprise. S'il est aujourd'hui responsable de centre, il constate des retards dans les évolutions de carrière, freinées par les changements de direction ces dix dernières années "Cela fait trois fois et à chaque on repart de zéro" souffle le technicien.

Les syndicats ne comprennent pas non plus le blocage de la mise en œuvre de la prime d'ancienneté (entre 1.5 % et 3 %). D'autant que selon Ibrahim Zakaryah de la CFDT, elle ne représente que "22 000 euros par an pour l'ensemble des salariés", quand l'entreprise a vu "ses bénéfices progresser de 13 %" l'an dernier.

Les salariés demandent aussi une compensation sur la prime de Partage de la Valeur. D'un montant de 900 euros, elle est pour la première fois cette année impossible et soumise à la CSG. De son côté, la direction n'a pas souhaité répondre à nos questions. Elle a simplement fait état aux salariés du montant de la perte occasionnée par la grève : 25 000 € par jour soit 375 000 € sur la période. Sur les 20 centres Dekra de l'île, 8 restent ouverts pour assurer un service minimum.

GUYANE

UNE RENTRÉE SCOLAIRE
SATISFAISANTE À SINNAMARY
POUR LES JEUNES IMMIGRÉS
HAÏTIENS VICTIMES DE L'INCENDIE
DU BIDONVILLE DE BADUEL

Après avoir été abrités dans l'urgence dans des halls de collèges, certaines familles sinistrées de l'incendie de Baduel du 29 juillet sont désormais logées à Sinnamary et Régina. La rentrée scolaire s'est effectuée dans d'excellentes conditions à Sinnamary se réjouit l'équipe du Réseau des Acteurs Haïtiens de Guyane, le RAGH.

Le soulagement de Marc Ringo Gervais s'entend. Membre bénévole du RAGH, il suit de très près l'évolution de la situation des sinistrés de l'incendie du bidonville du Mont Baduel. Le RAGH a œuvré, notamment avec les municipalités de Sinnamary et Régina, pour un accueil de familles Haïtiennes et Dominicaines. Une centaine de personnes en tout sont concernées, 75 à Sinnamary logées à l'hôtel du Fleuve et 16 à Régina.

"Si on met à disposition du RAGH les moyens nécessaires, certains d'entre eux peuvent trouver leur place dans la commune, souligne Ringo Gervais. Ils ont la volonté de s'intégrer toutefois, il faut des moyens finan-

ciers et de la logistique pour assurer leur insertion." Un recensement des compétences a été fait par les bénévoles haïtiens. Certaines personnes sont formées à l'instar de ces femmes dominicaines dont une est infirmière et une autre titulaire d'un master 2 de l'université de Guyane.

Les représentants du RAGH se félicitent de l'accueil réservé aux enfants dans les établissements scolaires primaires et du second degré.

"Au collège Elie Castor cela était émouvant de voir la solidarité manifestée par la principale. Elle a accompagné les enfants dans leur intégration dans l'établissement et a répondu aux besoins cruciaux de ces collégiens", a déclaré Marc Ringo Gervais. Ils sont 6 enfants dans ce collège, les 11 autres sont dans les écoles Ulrich Sophie et Claudine Verderosa. Ces élèves sont déjà dotés d'uniformes, inscrits à la cantine scolaire et transportés en bus. Le RAGH doit se charger de leur assurance scolaire pour apporter sa contribution aux côtés de la commune. Ces enfants venus de Cayenne pourraient, aussi, intégrer les programmes d'activités extrascolaires.

L'association RAGH croit aux possibilités d'intégration à Sinnamary comme à Régina où 16 personnes ont été accueillies. Deux d'entre elles ont même signé des contrats de travail et un terrain a déjà été défriché à Régina. Ces gens qui ont accepté de quitter Cayenne ont une situation administrative au clair, ont en leur possession des titres de séjour ou devraient les obtenir sous peu et certains bénéficient de la protection subsidiaire. Le maire de Sinnamary, Michel Ange Jérémie a clairement indiqué dès le début, que sa commune était prête à accueillir des familles et à scolariser leurs enfants.

"Nous avons très vite sensibilisé le recteur, le président de la CTG et avons eu une réunion de travail le 5 septembre pour analyser et apprécier l'accueil des jeunes. Une psychologue est venue sur place. Toutes les dispositions ont été prises dont le transport avec le bus qui dessert la pointe Combi. Tout se passe parfaitement."

Le travail d'intégration va se poursuivre avec ces familles pour qu'elles connaissent mieux la commune car souligne le maire "le vivre ensemble est essentiel". Les associations sportives sont également mobilisées pour accueillir les enfants, les jeunes adolescents. Tout est mis en place pour prévenir certaines difficultés assure le maire. Sinnamary semble se positionner comme une commune d'accueil des communautés étrangères : "Nous avons un certain savoir-faire, nous avons aussi accueilli des Syriens, des Afghans..."

GUADELOUPE

SÉCURITÉ : LA NOUVELLE
BRIGADE DE GENDARMERIE DE
GOYAVE EST OPÉRATIONNELLE

Annoncée en 2023 par le président de la République, la nouvelle unité de gendarmerie de Goyave complète le dispositif actuel des 20 brigades territoriales de la Guadeloupe. Installée au centre de la commune, la brigade, composée de douze gendarmes, fonctionne depuis ce lundi. Ils sont douze gendarmes à avoir intégré la nouvelle brigade de gendarmerie de Goyave. À leur tête, une femme, le Major Julie Christophe, très fière d'inaugurer cette "brigade à part entière". En effet, avant cette création, Goyave dépendait du secteur de Capesterre-Belle-Eau. 40% de l'activité était sur Goyave, une commune où la population est en pleine expansion et très jeune.

Une brigade nécessaire, donc, pour accomplir le

travail de proximité dont la commune a besoin en matière de sécurité. L'adjudant Mickaël Delcourt, officier de police judiciaire, était, comme tous les autres gendarmes affectés à la Brigade, volontaire pour travailler dans ce secteur.

Même démarche volontaire pour Preseilla Zénon, Maréchal des logis chef et officier de police judiciaire. Elle, est originaire de la commune.

La proximité, c'est le mot d'ordre de cette nouvelle brigade. Le choix des locaux provisoires, dans les anciens services techniques de la ville, non loin de la mairie et du collège Matélie, est clairement d'installer la brigade au cœur de la commune. Et côté population, on réagit plutôt bien.

Parmi les projets de la gendarmerie, une brigade nautique verra le jour prochainement à Gourbeyre et une brigade mobile à Capesterre de Marie-Galante.

MARTINIQUE

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ REÇOIT
DEUX ÉDITIONS MARTINICAISES
AU VILLAGE DU LIVRE

Durant trois jours (du vendredi 13 au dimanche 15 septembre 2024), la fête du Journal l'Humanité qui se déroule dans l'Essonne (91), accueille deux éditeurs martiniquais. Le premier, Experts Equilibres présentera plusieurs livres dont son songbook consacré à la cadence Perfecta. Le second, habitué de la fête, IDEM (Jean Benoît Desnel) sera sur site avec quatre de ses auteurs. Les vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre 2024, le rendez-vous littéraire est à "la Fête de l'Humanité". Éditeurs, auteurs, historiens, sociologues, philosophes sont présents pour un bouillonnement culturel.

"Experts Equilibre", édition musicale dirigée par Catherine Cayol, spécialisée dans la sauvegarde des patrimoines de tradition orale vers une formalisation à l'écrit, mettra en lumière plusieurs ouvrages dont deux livres "L'éloquence du corps, l'autre version de soi" et "le club Perfecta Martinique". Écrit par Catherine Cayol, le premier livre (150 pages), aborde à travers 14 chapitres, plusieurs aspects de vie d'une quinquagénaire d'exception remplie de générosité, prénommée Gabrielle. Son cheminement ouvre la voie de la réflexion, permettant de comprendre le voyage de cette femme, son accueil de tous les événements, ses différentes perceptions et appréciations et sa nouvelle vision d'elle. "L'éloquence du corps, l'autre version de soi" démontre une similitude de vie entre Gabrielle et l'auteure, victime d'infarctus cérébraux récidivants.

Le second livre est plus récent "le club Perfecta Martinique" Un songbook inédit de 285 pages, symbole d'une contribution significative à la culture musicale et patrimoniale de la Martinique. Cette anthologie consacrée à la cadence Perfecta, préfacée par Alex Cayol, un des pères fondateurs du groupe comporte 60 titres et partitions complètes. Cet ouvrage pédagogique permet d'appréhender les codes stylistiques du groupe qui a traversé cinq décennies.

• Pascal Marguerite et Marcellin Nadeau auteurs de l'ouvrage, "Nous sommes la Nature !" Écologie, colonialité et libertés des peuples. Écrits politiques, parus aux éditions Idem dans la collection Campus dirigée par Suzanne Dracius. Ce livre s'inscrit comme une autre approche, une autre vision de l'écologie avec en toile de fond un autre modèle économique, politique et culturel. Une "écologie décoloniale" reconsidérée, ancrée dans une expérience de terrain.

COMORES

PARTICIPATION DE L'OPPOSITION
AUX LÉGISLATIVES : LES
ANCIENS CANDIDATS À LA
PRÉSIDENTIELLE NE SONT PAS SUR
LA MÊME LONGUEUR D'ONDE

Mouigni Baraka Said Soilihi estime que l'opposition ne devrait prendre part à l'élection qu'à la seule condition qu'elle puisse assurer sa sécurisation. Aboudou Soefo attend *"une systématisation de la position de l'opposition"* avant de se prononcer. Quant à Daoud Abdallah Mohamed, il en appelle à un dialogue constructif *"afin de clarifier la dernière présidentielle"*.

Alors que les élections législatives et communales approchent à grands pas, d'aucuns se demandent si l'opposition compte y prendre part. Celle-ci était divisée lors des dernières échéances présidentielles et gubernatoriales, entre partisans du boycott et ceux qui prônaient la participation. A moins de 6 mois du double scrutin, il s'avère qu'il n'y a pas encore de position commune arrêtée. A l'exemple de Mouigni Baraka Said Soilihi, candidat à la présidentielle de janvier 2024 qui conditionne *"la participation de l'opposition à sa capacité à sécuriser les élections"*. Pour l'ex-gouverneur de Ngazidja (2011-2016), *"l'opposition est condamnée à s'unir, à dépasser les querelles inutiles"*. Tout en précisant que son propos n'engageait que lui, à ce stade.

Autre candidat à avoir accepté de prendre la parole, Aboudou Soefo même si son intervention est pour le moins mesurée. *"Nous comptons systématiser notre position très prochainement, au moins du côté du collectif des 5 candidats à la présidentielle"*, a-t-il avancé. Tout en n'excluant pas de parvenir à arrêter une position commune à l'opposition *"dans sa globalité"*. Nous devrions donc nous attendre à la rentrée de l'opposition qui devrait intervenir d'ici quelques semaines. *"Il y a un travail qui se fait de l'intérieur"*, assure ce leader qui a requis l'anonymat. *"Pour moi, une capitulation reste impensable. Nous devons prendre part aux prochaines échéances. J'espère que la majorité est du même avis que moi"*, a-t-il ajouté. Si Bourhane Hamidou (Woneha) et Salim Issa Abdallah (Juwa) interrogés par Al-watwan, se sont gardés de se prononcer, Daoud Abdallah Mohamed a toujours le regard tourné sur la dernière présidentielle. *"Nous devons clarifier ce qui s'est passé et comprendre le forcing anti-démocratique d'Azali Assoumani"*, a, d'emblée, fait savoir l'ex-premier flic du pays de 2016 à 2021. *"J'ai introduit un recours à la Cour suprême aux fins de rabat pour annuler les résultats fabriqués par la Commission électorale nationale indépendante. A ce jour, ma requête n'a pas été examinée"*, a rembobiné le leader du parti Orange qui en appelle à un dialogue. *"Nous ne serons donc pas parmi les complices d'une parodie de démocratie tant que la situation ne sera pas clarifiée par un dialogue constructif"*. Il est à rappeler que la requête de l'ancien candidat Daoud Abdallah Mohamed a été examinée et répondue par la section constitutionnelle et électorale de la Cour suprême.

MADAGASCAR

MISE AUX NORMES DU STADE
BAREA - L'ÉGYPTE TEND LA MAIN

Le stade Barea a été au centre des discussions entre Rabab Said Abdou Abdelhadi, ambassadrice d'Égypte, et Abdulah Marson Moustapha du MJS. Lors de la passation de service avec le ministre intérimaire Valéry Ramonjavelo, Abdulah Marson Moustapha, ministre de la Jeunesse et des Sports, a placé l'homologation du stade Barea parmi ses

priorités. Il a exprimé son enthousiasme et sa gratitude envers l'ambassadrice d'Égypte, Rabab Said Abdou Abdelhadi, lors de sa visite de courtoisie hier dans son bureau à Ambohijatovo. L'ambassadrice a annoncé que l'Égypte est prête à soutenir Madagascar pour obtenir l'homologation du stade Barea. Lors d'un bref point de presse après la réunion à huis clos entre les deux personnalités, elle a également confirmé la volonté de son pays de renforcer la coopération bilatérale.

"Nous disposons d'ingénieurs civils et militaires, ainsi que d'entreprises capables de réaliser en peu de temps des infrastructures sportives, comme la création du stade du Caire réalisée en moins de 6 mois lors de la réception de la CAN 2019. Pour faciliter notre coopération, prenez des contacts et nous pouvons organiser des séances de travail dans un bref délai", confie Rabab Said Abdou Abdelhadi. L'Égypte, reconnue pour promouvoir la coopération entre les nations africaines, considère Madagascar comme un partenaire privilégié. L'ambassadrice d'Égypte a également mentionné la société Samcrete, actuellement en charge de la construction de l'autoroute reliant Antananarivo à Toamasina.

Abdulah Marson Moustapha, lorsqu'il était encore membre de la CAF, a partagé une anecdote sur la construction du nouveau stade du Caire en moins de six mois. *"Tous les partenaires de la CAF doutaient de la capacité de l'Égypte à achever les travaux à temps. Cependant, en moins de six mois, le stade a été construit. C'est pourquoi l'expertise et l'aide de l'Égypte sont particulièrement les bienvenues, notamment pour le stade Barea"*, souligne le locataire de la place Goulette.

Concernant la mise aux normes du stade Barea, Abdulah Marson Moustapha, ministre de la Jeunesse et des Sports, a parlé de l'avancement des travaux à Mahamasina. *"Les travaux avancent et la première étape consiste à améliorer le gazon. L'entreprise titulaire du marché s'active à faire pousser des gazon naturels. Avant l'arrivée des emissaires de la CAF, l'objectif est que nous arrivions à trois coupes sur le gazon. Avec la vitesse à laquelle les travaux avancent, nous espérons abriter les rencontres à Madagascar à partir de la deuxième ou troisième fenêtre FIFA"*, confie Abdulah Marson Moustapha.

MAURICE

UNE BABY-SITTER ET DEUX
ENFANTS BLESSÉS

Un incendie a éclaté au premier étage d'une maison située à Résidence Tulipe, Baie-du-Tombeau, vers 13 h 53 mardi 10 septembre, faisant trois blessés, dont une femme et deux enfants en bas âge.

À l'arrivée de la police sur les lieux, les pompiers des Mauritius Fire and Rescue Services (MFRS), sous la supervision du Station Manager Soobrayen, avaient déjà maîtrisé les flammes qui avaient, hélas, complètement ravagé la maison d'une baby-sitter de 47 ans.

Selon nos informations, la propriétaire des lieux et un enfant, âgé d'un an, ont été conduits à l'hôpital Dr A. G. Jeetoo à Port-Louis par les policiers de Baie-du-Tombeau tandis qu'un autre enfant mineur a lui été emmené au Sir Seewoosagur National Hospital (SSRN) à Pamplemousses.

À ce stade, l'on sait que la quadragénaire a été autorisée à rentrer chez elle, tout comme l'enfant conduit au SSRN alors que le bébé d'un an se trouvait toujours sous observation à l'hôpital Jeetoo, bien que son état de santé soit stable.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cet incident.

SEYCHELLES

LA TOUR DE L'HORLOGE VICTORIA
DES SEYCHELLES, VIEILLE DE
121 ANS SERA ENTIÈREMENT
RÉNOVÉE PAR L'ENTREPRISE
DE FABRICATION D'ORIGINE

(Seychelles News Agency) - L'un des éléments les plus emblématiques de la nation insulaire, l'un des monuments les plus anciens de Victoria, la capitale des Seychelles, va faire l'objet d'une rénovation complète. La tour de l'horloge Victoria, datant de l'époque coloniale britannique, a été érigée à la mémoire de la reine Victoria en avril 1903.

Au cours de ses 121 années d'existence, la tour de l'horloge n'a jamais fait l'objet de travaux majeurs, mais cela est sur le point de changer puisque l'Institut national de la culture, du patrimoine et des arts des Seychelles (SNICHA) se lancera dans un projet de restauration de l'horloge et du mécanisme de sonnerie de l'horloge. Les travaux seront réalisés par Gillett and Johnston (Croydon) Ltd, une entreprise britannique qui a fabriqué la tour de l'horloge au début des années 1900. Selon Cécile Kalebi, secrétaire permanente à la culture du SNICHA, la restauration de l'ensemble de la tour de l'horloge, de sa structure et de son mécanisme est cruciale pour préserver le patrimoine historique et culturel des îles. *"Avec l'expertise technique appropriée, les matériaux et le soutien d'un consultant international, ce projet garantira que l'horloge (tour de l'horloge en créole) continue d'être un fier symbole de l'histoire et de l'héritage de la ville"*, a déclaré Mme. Kalebi à la SNA lundi. Un expert de Gillett and Johnston, Gerald Coombes-Winyard, était dans le pays pour une évaluation complète de la tour de l'horloge et une évaluation des travaux à effectuer. *"L'horloge est en très bon état pour son âge ; elle a 121 ans et n'a pas été entièrement rénovée. La planification est donc essentielle pour minimiser les perturbations sur le processus lui-même"*, a expliqué M. Coombes-Winyard. *"Ce que nous prévoyons de faire, c'est d'assembler des équipements d'accès adaptés pour ensuite choisir des sections de l'horloge et en démonter une partie à la fois"*, a indiqué l'expert, ajoutant que toutes les précautions seront prises, sous étroite surveillance, afin de maintenir la tour de l'horloge aussi traditionnelle et originale possible, en gardant l'héritage de l'horloge elle-même. Le plan est d'enlever complètement la tour de l'horloge et de la rénover dans un autre endroit. Benjamine Rose, directrice exécutive du Conseil national des ressources du patrimoine des Seychelles (SNHRC), a déclaré que la mise en œuvre de ce projet est très urgente *"pour éviter une nouvelle détérioration et maintenir son importance historique et culturelle"*. Les travaux de rénovation, qui devraient s'étaler sur plusieurs mois, comprendront la restauration de l'horloge et du mécanisme de carillon dans leur état de fonctionnement d'origine, la restauration de l'exactitude du chronométrage et du carillon, le remplacement des matériaux internes délabrés conduisant à la préservation et au statut d'icône de la tour de l'horloge.

Dans un article publié en 2018 par la SNA pour commémorer le 115e anniversaire de la tour de l'horloge, le regretté historien seychellois Tony Mathiot a déclaré que *"l'inauguration de la tour de l'horloge Victoria dans notre petite capitale, le mercredi 1er avril 1903, a été un événement précurseur qui a introduit un nouveau chapitre dans l'histoire de nos îles"*. La tour de l'horloge, qui coûtait à l'époque environ 468 dollars - environ 12'300 dollars en dollars actuels - a été fabriquée en fonte par Gillet & Johnson, un horloger et fondeur de cloches basé à Croydon, en Angleterre.

■ Difficile interpellation à Kavani

Vendredi vers 11h30, les policiers de la Brigade de sûreté urbaine sont à la recherche d'un jeune homme soupçonné d'un vol avec agression, commis la veille, au quartier de Kavani. Ils trouvent le malfaiteur en question, mais il est accompagné d'un camarade plutôt hostile, alors qu'ils procèdent à l'interpellation du premier, le second leur lance une bouteille en verre, puis sa sacoch-banane pour tenter de faire libérer son comparse.

Or, le second objet est immédiatement identifié par les sagaces agents, comme l'objet d'un second vol avec agression, lui aussi commis la veille. Les policiers interpellent alors le second délinquant, un mineur multirécidiviste dans le vol. Entre temps, un attroupement s'est formé composé de gens du quartier, de badauds et de lycéens qui rentrent des cours, parmi eux, la mère du second voyou qui hurle alors et entre dans une crise d'hystérie pour exiger la libération de son fils. Rapidement la situation dégénère et des cailloux volent en direction des policiers qui filent au véhicule où se trouvent déjà les deux suspects. Mais, comble du malheur pour eux, leur véhicule tombe en panne dans le rond-point et la pluie de galets reprend de plus belle.

Finalement, les agents ont été obligés de tirer des grenades lacrymogènes pour dégager le rond-point et attendre des renforts. Les officiers de police venus en renfort ont réussi à obtenir le retour au calme et l'extraction des deux malfaiteurs. De l'affaire des vols, il ressort que trois auteurs ont été interpellés en tout, mineurs, ils ont été écroués et placés en détention provisoire jusqu'à leur comparution devant un juge des libertés ce mercredi.

■ Altercation rond-point Baobab : deux policiers blessés

Samedi soir, une patrouille de la brigade anti-criminalité intervient au rond-point du Baobab à Mamoudzou pour aider un conducteur à dégager un véhicule en panne. Ils aperçoivent alors un début de bagarre entre deux jeunes qu'ils tentent de séparer. Mais soudainement, ils sont pris à partie par une dizaine de jeunes très énervés qui font pleuvoir sur eux une pluie de projectiles. Les deux fonctionnaires sont blessés dans l'assaut. Leur véhicule a les vitres brisées et une portière enfoncée. Ils sont parvenus à se dégager et un des

jeunes agresseurs a été retrouvé et appréhendé par la suite par leurs collègues. Il ferait partie de la même bande qui a agressé les policiers vendredi au carrefour circulaire de Kavani.

■ Nouvelle image pour Air Austral

La compagnie Air Austral a dévoilé ce samedi matin sa nouvelle image, "une image modernisée, entièrement repensée, affirmant son ancrage et mettant clairement en avant son identité réunionnaise", annonce la compagnie aérienne française de l'océan indien. Cette nouvelle image intègre un nouveau logo, toujours en bleu, une nouvelle décoration des avions, une nouvelle identité sonore et plus de films et de musiques disponibles dans les avions. Cette nouvelle étape s'appuie sur "un parti-pris : la mise en avant de la Réunion et de ses talents".

Les deux A et le capricorne laissent leur place à des "lignes aériennes stylisées empreintes de modernité et de finesse", c'est "un symbole dynamique marqué par la structure de la forme évoquant le mouvement et l'envol de la compagnie vers l'avenir". Il a été réalisé par l'agence Circus. La forme évoque aussi le "reflet de la convivialité et du sourire qu'Air Austral entretient avec son public" et véhicule "les valeurs fondamentales de la société : excellence, proximité, modernité, ouverture et confiance", "un symbole d'attachement qui concrétise un lien réel que la compagnie entretient avec la Réunion et les Réunionnais", affirme la compagnie. Outre le logo qui décorera la carlingue et la mention "Île de la Réunion", les dérivés des avions de la flotte (4 Boeing 777, 2 Boeing 737 et 2 ATR 72) s'ornent prochainement de photos... de la Réunion. Le photographe de renom Serge Gelabert a été retenu avec ses impressionnantes photos du volcan, des cirques avec ses cascades et du sud sauvage. Une nouvelle identité sonore a aussi été commandée à l'artiste réunionnais Meddy Gerville qui a composé "une mélodie unique, un savant mélange de sonorités traditionnelles de la Réunion et de rythmes jazzy". Enfin, les cabines ont été redésignées avec la fleur de vanille pour la classe Loisirs, la palme pour le Confort et la fleur de canne pour le Club austral.

À partir de décembre 2014, la métamorphose sera alors complète avec de nouveaux services, de la nouvelle vaisselle pour plus de choix dans les plats proposés, plus de films, musiques et jeux, de la vente à bord... "Une nouvelle image, un produit

repensé pour un nouvel envol", explique Air Austral, pour "porter les ambitions de la compagnie et affirmer sa position de compagnie phare de l'océan indien", conclut le PDG Marie Joseph Malé.

Sécurité aux distributeurs de billets

Dans le but d'assurer "une sécurité optimale des distributeurs de billets", le directeur de cabinet de la préfecture a convié ce jeudi 11 septembre les professionnels de la banque et les acteurs de la sécurité. Il s'est d'abord agi de leur présenter une étude menée par la gendarmerie et la police nationale sur la sécurisation des distributeurs de billets. "Les banquiers ont ainsi pu prendre connaissance de l'appui d'une étude détaillée des points de faiblesse des distributeurs implantés dans le département : implantation isolée, défaut d'éclairage, absence d'anti-bélier", continue la préfecture. Mayotte n'est pas touchée par des attaques de distributeur et n'a subi que très peu de dégradations ces trois dernières années, toutes banques confondues. Ce travail préventif s'inscrit donc dans le cadre de la "prévention situationnelle" qui permet d'anticiper très en amont les mesures à prendre pour éviter les dégradations et acte de vandalisme.

■ Le Gouvernement soutient l'Outremer

La ministre des Outremer a réuni, mercredi 10 septembre 2014, les parlementaires ultramarins pour évoquer les chantiers législatifs de la rentrée, indique le député Ibrahim Aboubacar dans un communiqué transmis en fin de semaine. Il se félicite ainsi du "budget Outremer en hausse de 5 % sur la période 2014-2017 ; du plan de soutien à l'économie sociale et solidaire Outremer, de la déclinaison Outremer du pacte de responsabilité ; des nouvelles mesures pour relancer l'investissement en faveur du tourisme et de l'emploi en général ; du plan logement Outremer en préparation ; du plan Outremer de transition énergétique ; et de la stratégie nationale de santé". "Cela a été l'occasion pour moi de rappeler que ce sont là beaucoup de thématiques qui, au-delà des mesures législatives qui seront adoptées dans les semaines à venir, pourront nourrir concrètement le document stratégique "Mayotte 2025" en cours d'élaboration", continue le député.

À l'issue de cet échange, le Premier Ministre est allé à la rencontre des parlementaires et "cela a été l'occasion de lui réitérer la demande de le voir venir conclure "Mayotte 2025" au début de l'année prochaine", conclut le socialiste Ibrahim Aboubacar, à quelques jours de la motion de confiance demandée par le Premier ministre aux députés.

HORAIRES DES VOLS

vendredi 13 septembre 2024

ARRIVÉES			
HTA	VOL	PROVENANCE	TYPE
07:25	UU976	PARIS-CDG	B788
08:20	UU272	REUNION ST DENIS	A220

DÉPARTS			
HTD	VOL	DESTINATION	TYPE
09:00	AEH901	REUNION ST DENIS	E135
09:15	ZD250	DIEGO-SUAREZ	

samedi 14 SEP 2024

ARRIVÉES			
HTA	VOL	PROVENANCE	TYPE
07:25	UU976	PARIS-CDG	B788
08:20	UU272	REUNION ST DENIS	A220
11:30	KQ254	NAIROBI	E190
12:45	ZD245	MAJUNGA	AT72
13:45	ZD271	DIEGO-SUAREZ	AT72
15:00	AEH902	REUNION ST DENIS	E135
17:35	UU274	REUNION ST DENIS	A220

DÉPARTS			
HTD	VOL	DESTINATION	TYPE
09:00	AEH901	REUNION ST DENIS	E135
09:20	UU273	REUNION ST DENIS	A220
10:00	ZD244	MAJUNGA	AT72
12:30	KQ255	NAIROBI	E190
13:30	ZD270	DIEGO-SUAREZ	AT72
18:20	UU973	NAIROBI / PARIS-CDG	B788
18:35	UU275	REUNION ST DENIS	A220

dimanche 15 SEP 2024

ARRIVÉES			
HTA	VOL	PROVENANCE	TYPE
07:25	UU976	PARIS-CDG	B788
08:20	UU272	REUNION ST DENIS	A220
11:15	ZD271	DIEGO-SUAREZ	AT72
14:00	SS772	PARIS / REUNION	A339
14:25	ZD245	MAJUNGA	AT72
14:40	KQ254	NAIROBI	E190
15:00	AEH902	REUNION ST DENIS	E135
15:00	ZD207	NOSY BE	AT72
17:35	UU274	REUNION ST DENIS	A220
17:55	ZD303	MORONI	AT72

DÉPARTS			
HTD	VOL	DESTINATION	TYPE
08:00	ZD270	DIEGO-SUAREZ	AT72
08:30	ZD206	NOSY BE	AT72
09:00	AEH901	REUNION ST DENIS	E135
09:20	UU273	REUNION ST DENIS	A220
11:50	ZD244	MAJUNGA	AT72
15:10	ZD302	MORONI	AT72
15:40	KQ255	NAIROBI	E190
16:15	SS773	REUNION / MARSEILLE / LYON	A339
18:20	UU973	NAIROBI / PARIS-CDG	B788
18:35	UU275	REUNION ST DENIS	A220

**HORAIRES DES MARÉES**

VENDREDI 13 SEPTEMBRE 2024

▲ 08 : 11	▼ 01 : 44
2.94	01.29
▲ 20 : 24	▼ 14 : 31
2.45	01.56

INFOGRAPHIE

MYANMAR. LES CHIFFRES DE LA RÉPRESSION DEPUIS LE COUP D'ÉTAT DE 2021



Myanmar. Les chiffres de la répression depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021



Au 11 septembre 2024

5 652

civils tués dont

623

enfants

1 158

femmes

27 353

personnes arrêtées dont

561

enfants

5 664

femmes

20 867

toujours détenues

9 385

jugées et

condamnées

dont

167

condamnées

à mort

2

dont

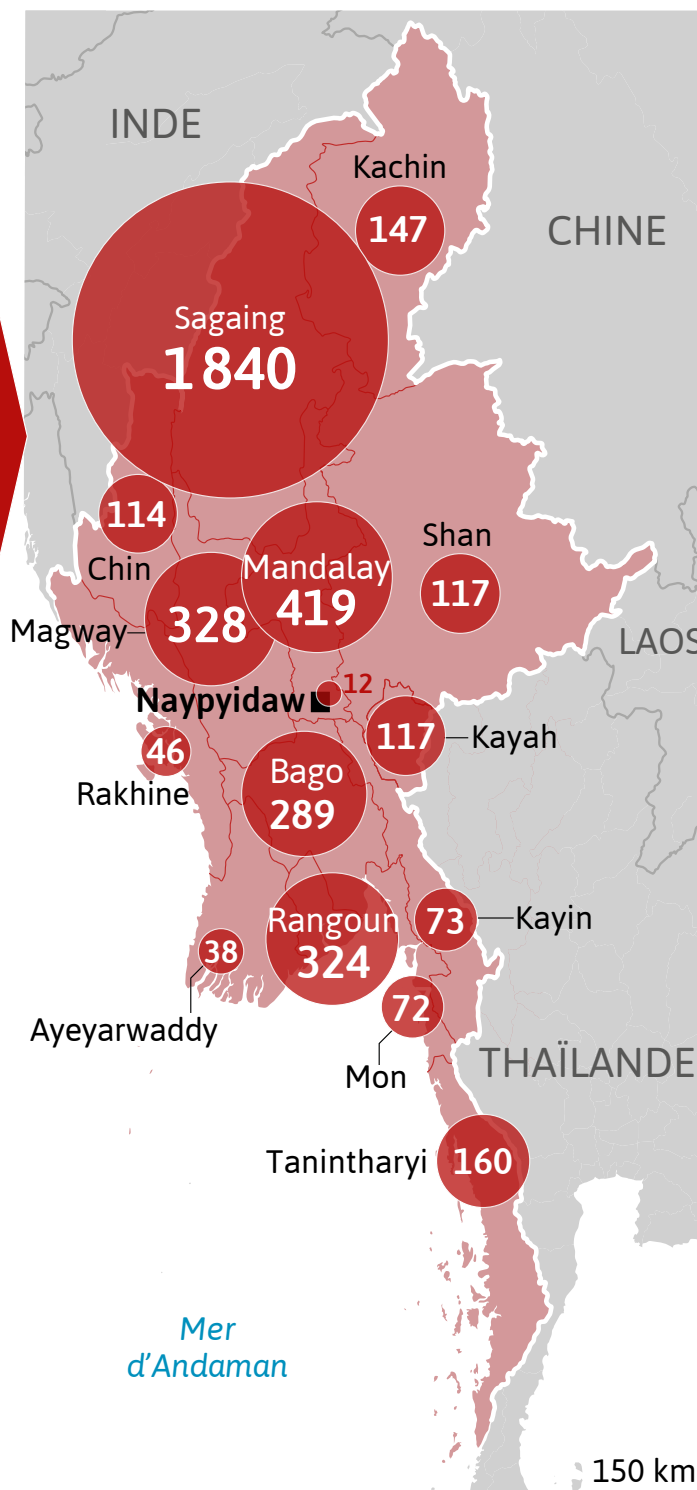
enfants

4

ont été exécutées.

1 887*

sont morts en détention.



*au 31 août 2024. Les données indiquées sur la carte sont partielles. Sources: AAPb.org, The Insights, médias.

VISACTU

EN BREF

CÉTA'MAORÉ ORGANISE UN
COMPTAGE DE BALEINE DIMANCHE

L'association mahoraise de protection des mammifères marins Céta'Maoré en appelle aux bénévoles ce dimanche 15 septembre pour participer à une journée synchronisée de comptage des baleines à bosse. Le rendez-vous est donné à deux points stratégiques de l'île : au bord du lac Dziani de Petite-Terre pour couvrir l'Est ou au Mont Chiconi pour couvrir l'Ouest. L'évènement, organisé avec IndoCet Consortium, peut durer toute la journée en fonction du nombre de bénévoles. Pour les conditions de participation, se rendre sur la page Facebook de l'association à l'adresse suivante : <https://www.facebook.com/cetamaore>.

LA PREMIÈRE FÊTE DE
L'AVIATION À MAYOTTE

Du 27 au 29 septembre, les habitants pourront fêter pour la première fois l'aviation à l'aéroport de Pamandzi. Organisée simultanément dans plusieurs territoires de France et d'Outre-mer, la Fête de l'Avion souhaite mettre en lumière l'importance de l'aviation dans notre quotidien et son rôle stratégique pour le développement de l'île. Durant trois jours, festivités et activités seront co-organisées par le Cluster Aéronautique de Mayotte et l'association M'Safara, pour petits et grands, professionnels et amateurs.

LA DÉCHETTERIE MOBILE PASSE
À KOUNGOU CE SAMEDI

Quatre bennes seront déployées samedi 14 septembre de 8h à 12h sur la place de la Poste dans la commune de Kougou pour récupérer gratuitement déchets verts, encombrants, ferraille, déchets électroménagers et ampoules. Plus d'informations sont disponibles sur la page Facebook "Communauté d'agglomération du Grand Nord de Mayotte".

" LES 2E SAMEDIS DE HAMOURO
" CE SAMEDI 14 SEPTEMBRE

Ce samedi 14 septembre, " Les 2e samedis de Hamouro " sont de retour de 8h à 13h. Ce marché agricole, artisanal et gustatif " permet de faire vibrer vos sens, tout en mettant à l'honneur les richesses de notre territoire ", annonce Sud tourisme de la Communauté de communes du Sud de Mayotte. Cet événement convivial et familial vise à célébrer la culture locale. Les visiteurs pourront acheter des produits maraîchers et artisanaux, choisir sur les étals des produits

frais issus de l'agriculture locale ainsi que des créations artisanales. Il est aussi possible de déguster des plats traditionnels. Une randonnée gratuite est aussi prévue, participation possible à partir de 10 ans. Rendez-vous à 8h munis de chaussures de marche. Pour plus d'informations : caribou@sudtourisme.yt, contact@sudtourisme.yt ou 06 39 06 37 03

DROIT DE RÉPONSE DE LA
CCPT CONCERNANT L'ARTICLE
SUR LE PROJET DE FUSION
DES POLICES MUNICIPALES

Dans l'édition Flash Infos n°5747 du mardi 10 septembre, l'article intitulé " Du blues dans les rangs de la police municipale de Dzaoudzi-Labattoir " mentionne un projet de fusion des polices municipales refusé, présenté à l'approbation des élus communautaires.

La Communauté de Communes de Petite-Terre représentée par son président Monsieur Archadi Abassi a souhaité exercer son droit de réponse : " Il n'existe pas à ce jour de " projet de fusion refusé " puisque la fusion des polices municipales est une idée collective et non un projet. Cette idée d'unir les polices municipales de nos deux communes est née d'un constat commun de nos deux maires, Monsieur Mikidache Houmadi et Monsieur Madi Madi Souf, que notre Président partage fortement. La fusion de nos forces de police est à ce jour la meilleure réponse pour pallier l'inefficacité opérationnelle sur le périmètre frontalier de La Vigie, dans le cadre de la lutte contre la délinquance. Cette proposition d'union s'inscrit également dans un esprit de mutualisation. Le premier but est la montée en puissance et en compétences de nos deux polices municipales réunies, dont l'objectif est la lutte contre toutes les formes de délinquance et d'assurer notre mission de prévention sur l'ensemble du territoire de la Petite-Terre. Le deuxième but est l'augmentation des moyens financiers : A l'instar du fonctionnement au niveau national, une police intercommunale aura plus de moyens pour garantir la sécurité de la population que deux polices communales. L'intervention de Monsieur Mohamed Elamine Abdourahmane, adjoint au Maire et élu en charge de la sécurité à Pamandzi, sur cette idée de fusion est une opinion personnelle sur un sujet n'ayant pas à ce jour évolué en projet et n'ayant pas été présenté comme tel lors d'un conseil communautaire. De ce fait, cette opinion n'est pas " un refus sans détour (...) côté Pamandzi ", mais un avis hors contexte qui n'engage que sa personne. "

CITATION
DU JOUR

"Nous allons prendre conseil de notre conscience. Elle est là, dans cette valise, toute couverte de toile d'araignée. On voit bien qu'elle ne nous sert pas souvent".

Alfred Jarry]

Ça s'est passé ce jour

13 septembre 490 av. J.-C. : Petite victoire des Athéniens à Marathon

Le 13 septembre de l'an 490 av. J.-C., les Athéniens remportent à Marathon une victoire décisive sur les Perses.

Selon un récit tardif de Plutarque, le général Miltiade aurait envoyé un messager annoncer la victoire aux habitants d'Athènes. Le messager serait mort d'épuisement en arrivant sur l'Agora, au pied de l'Acropole, après 4 heures de course. Il aurait tout juste eu le temps de prononcer un seul mot avant de s'effondrer : " Nenikamen " (on écrit parfois " Nenikikame "), ce qui veut dire : " Nous avons gagné ".

Coureur grec Ce récit est une déformation du récit d'Hérodote (Histoires, VI, 105-106), lequel rapporte qu'un messager du nom de Philippides aurait été envoyé à Sparte, avant la bataille, pour solliciter l'aide de la cité.

Il est à l'origine de l'épreuve la plus prestigieuse des Jeux Olympiques modernes. Le premier marathon olympique est remporté à Athènes en 1896 par le berger Spiridon Louis (24 ans) sur les 40 kilomètres qui séparent l'antique champ de bataille du stade d'Athènes. À l'occasion des Jeux de Londres, en 1908, sa distance a été portée à 42,195 kilomètres afin que les coureurs puissent partir de la cour du château royal de Windsor.

Aujourd'hui encore, dans la plaine de Marathon, on honore le tumulus sous lequel reposent 192 soldats athéniens. Sous un autre tumulus reposeraient 6400 Perses. Sans doute les plus anciens cimetières militaires de l'Histoire...

13 septembre 1515 : François 1er bat les Suisses à Marignan

Le 13 septembre 1515, le jeune roi François 1er écrase les Suisses dans la plaine du Pô, à Marignan... comme ne l'ignore aucun écolier ou ancien écolier de France...

13 septembre 1759 : Assaut anglais contre Québec

Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1759, les Anglais du général Wolfe donnent l'assaut aux troupes françaises au pied des fortifications de Québec, dans les plaines d'Abraham. Le lendemain mourra le marquis de Montcalm, dernier défenseur de la ville.

13 septembre 1923 : Primo de Rivera au pouvoir en Espagne

Le 13 septembre 1923, le général Miguel Primo de Rivera (53 ans) commet un pronunciamiento à Barcelone pour tenter d'en finir avec les désordres de la monarchie espagnole...

13 septembre 1968 : L'Albanie quitte le Pacte de Varsovie

Le 13 septembre 1968, suite à l'intervention soviétique à Prague, l'Albanie quitte officiellement le Pacte de Varsovie, créé en 1955. Le régime d'Enver Hoxha avait cessé d'y participer en 1961, date à laquelle le pays conclut une alliance étonnante avec la Chine maoïste.

COMMUNIQUÉ

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le Dr BNOULKACEM Anas ouvrira la Pharmacie Vanille ce vendredi 20 septembre. Située à Kaweni en face de C'Tam, la Pharmacie Vanille vous accueillera avec une large gamme de produits et de services de santé pour répondre à vos besoins.

Toute reproduction, photocopie, transfert par mail est interdite sous peine de poursuites. Pour une formule multipostes contactez-nous pour un devis.

2024: nouvelle tarification des annonces légales de création de société en application de la loi Pacte

A compter du 1er janvier 2024, le prix des annonces légales de constitution de sociétés est modifié. Au lieu d'un tarif calculé à la ligne, donc en fonction de la longueur de votre texte, un tarif forfaitaire est appliqué si votre formalité concerne la création d'une nouvelle entreprise avec des statuts juridiques de personne morale. Les tarifs sont les suivants :

Forme juridique choisie pour la création de l'entreprise :	Forfaits 2023
Société anonyme (SA) -----	453 €
Société par actions simplifiée (SAS) -----	226 €
Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) -----	162 €
Société en nom collectif (SNC) -----	252 €
Société à responsabilité limitée (SARL) -----	168 €
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) -----	143 €
Société civile (sauf immobilière) -----	255 €
Société civile immobilière (SCI) -----	217 €
Acte de nomination des liquidateurs -----	175 €
Avis de clôture de liquidation -----	125 €
Jugements d'ouverture des procédures collectives -----	75 €
Jugements de clôture des procédures collectives -----	41 €
Pour les annonces légales de modification de sociétés et autres, le prix au caractère est de 0,204 euros.	

AVIS DE RÉSULTAT DE MARCHÉ

Section 1 : Références de l'avis initial
Section 2 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Ville de
Mtsangamouji (976)

Numéro national d'identification :
Type : SIRET - N° : 20000882900018
Code postal / Ville : 97650 Mtsangamouji
Groupement de commandes : Non
Section 3 : Identification du marché
Intitulé du marché : Prestation d'animation périscolaire
Classification CPV : 92331210
Type de marché : Services
Description succincte du marché :
Prestation d'animation périscolaire sur le temps méridien dans les écoles publiques communales
Critères d'évaluation des projets : 1.
Critère Prix des prestations pondéré à 40 %.
Prix des prestations

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :
Formule inversement proportionnelle, soit : Note = (montant HT le moins élevé) / (montant HT proposé pour cette offre) * note maxi
2. Critère Valeur technique pondéré à 60 %.
La note sera éliminatoire si celle-ci est inférieure ou égale à 5.
Ce critère fait lui-même l'objet des sous-critères suivants, notés sur 100.
2.1. Sous-critère Conformité de la réponse par rapport au cahier des charges pondéré à 50 %.
Adéquation du projet proposé par rapport au cahier des charges et au projet

pédagogiques (qualité, réalisme, respect)
2.2. Sous-critère Niveau de compétence et de qualification de l'équipe mis à disposition, organisation et mode de fonctionnement pondéré à 50 %.
Compétences des intervenants
Section 4 : Attribution du marché
Renseignements relatifs à l'attribution du marché et/ou des lots : L'ensemble du marché est classé sans suite pour cause de candidatures irrecevables..
Date d'envoi du présent avis
11 septembre 2024

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - SERVICES

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur :
Communauté de Communes de Petite Terre (976)
Numéro national d'identification :
Type : SIRET - N° : 20005053200015
Code postal / Ville : 97615 Pamandzi
Groupement de commandes : non
Section 2 : Communication
Moyens d'accès aux documents de la consultation
Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
Identifiant interne de la consultation :
11 - 2023 - DST - CCPT
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non

Nom du contact : Monsieur, le Président
- Tél : +33 639284811 - Mail : ghanayat.zaki@ccpt.yt
Section 3 : Procédure
Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation :
Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Un extrait KBis de moins de 3 mois
Capacité économique et financière : Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'est dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
Capacités techniques et professionnelles : Références des prestations de nature similaire sur une période de 3 ans.
Liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importants. Ces attes-

tations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
Acceptation de références datant de plus de trois ans
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années
Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement dont dispose le candidat pour l'exécution des prestations
Technique d'achat : Accord-cadre
Date et heure limite de réception des plis : Vendredi 11 octobre 2024 - 11:00
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : non
Possibilité d'attribution sans négociation : oui
L'acheteur exige la présentation de variantes : non
Identification des catégories d'acheteurs intervenant (accord-cadre unique) : dans le domaine de l'hygiène et la propreté

Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : Entretien ménager des locaux administratifs de la Communauté de Communes de la Petite terre / Relance après déclaration sans suite.
Classification CPV : 90910000
Type de marché : Services
Description succincte du marché :
Entretien ménager des locaux administratifs de la Communauté de Communes de la Petite terre / Relance après déclaration sans suite.
Lieu principal d'exécution : L'ensemble des locaux de la CCPT.
Durée du marché (en mois) : 48
La consultation comporte des tranches : non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non
Marché alloti : non
Section 6 : Informations complémentaires
Visite obligatoire : non
Date d'envoi du présent avis
12 septembre 2024

Toute reproduction, photocopie, transfert par mail est interdite sous peine de poursuites. Pour une formule multipostes contactez-nous pour un devis.

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - TRAVAUX



Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune de Dzaoudzi-Labattoir (976)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 20000879500011

Code postal / Ville : 97610 Labattoir

Groupe de commandes : non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 07-TRVX LOT 3 LAB 5-24

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui

Utilisation de moyens de communica-

tion non communément disponibles : non
Nom du contact : Monsieur, le Maire,
- Tél : +33 639284811 - Mail : zaharia.toilibou@ccpt.yt

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers d BTP et menuiserie

Capacité économique et financière : Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Indications concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique aux prestations objet du marché sur 3 ans.

Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels

Mention des références travaux sur une période de 5 ans.

Capacités techniques et professionnelles : Indication par l'opérateur économique des mesures de gestion environ-

nementale que celui-ci pourra appliquer lors de l'exécution du marché.

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis :

Vendredi 27 septembre 2024 - 11:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : non
Possibilité d'attribution sans négociation : oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : RÉHABILITATION DE L'ÉCOLE ÉLEMENTAIRE DE LABATTOIR 5 / RELANCE LOT N°3 : MENUISERIE BOIS

Classification CPV : 45421000

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché :

RÉHABILITATION DE L'ÉCOLE ÉLEMENTAIRE DE LABATTOIR 5 / RELANCE LOT N°3 :

MENUISERIE BOIS

Lieu principal d'exécution : ÉCOLE ÉLEMENTAIRE DE LABATTOIR 5

Durée du marché (en mois) : 3

La consultation comporte des tranches : non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non

Marché alloti : oui

Section 5 : Informations sur les lots

LOT :

RÉHABILITATION DE L'ÉCOLE ÉLEMENTAIRE DE LABATTOIR 5 / RELANCE LOT N°3 : MENUISERIE BOIS

Classification CPV : 45421000

Lieu d'exécution du lot : ÉCOLE ÉLEMENTAIRE DE LABATTOIR 5

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : oui

Détails sur la visite : Au plus tard 03 jours avant la date limite de remise des offres.

Date d'envoi du présent avis

11 septembre 2024

AVIS DE MARCHÉ - SERVICES



Pouvoir adjudicateur

Communauté d'Agglomération du Grand Nord de Mayotte (976)

Impasse Bouyouni Maternelle

97650 BANDRABOUA

Objet du marché

Maitrise d'oeuvre relative aux études de mise aux normes du bâtiment de foyer de jeunes de Mtsamboro en vue de sa transformation en office de tourisme du Grand Nord de Mayotte.

Caractéristiques

Type de procédure : Procédure adaptée - Ouverte.

Durée du marché

Voir le dossier de consultation

Modalités d'attribution

Voir DCE

Critères de sélection

Voir DCE

Date limite

Date de clôture : Vendredi 11 octobre

2024 - 12:45

Heure locale (Mayotte)

Autres informations

Voir DCE

Date d'envoi du présent avis

12 septembre 2024

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - TRAVAUX



Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune de Dzaoudzi-Labattoir (976)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 20000879500011

Code postal / Ville : 97610 Labattoir

Groupe de commandes : non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 07-LOT3 M LAZA M-DL-24

L'intégralité des documents de la consul-

tation se trouve sur le profil d'acheteur : oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non
Nom du contact : Monsieur, le Maire - Tél : +33 639284811 - Mail : zaharia.toilibou@ccpt.yt

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers du BTP

Capacité économique et financière : Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Indications concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique aux prestations objet du marché sur 3 ans.

Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels

Capacités techniques et professionnelles : Mention des références travaux sur une période de 5 ans.

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : Lundi 14 octobre 2024 - 11:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : non
Possibilité d'attribution sans négociation : oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : non

Critères d'attribution : Critère Valeur technique pondéré à 40 %.

Critère Prix des prestations pondéré à 50 %.

Critère Délai d'exécution pondéré à 10 %.

Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : RÉNOVATION DE 15 SALLES DE CLASSES A ÉCOLE LAZA MZE, RELANCE LOT 02 MENUISERIES

Classification CPV : 45421000

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : RÉNOVATION DE 15 SALLES DE CLASSES A ÉCOLE LAZA MZE, RELANCE LOT 02 MENUISERIES

Lieu principal d'exécution : Ecole LAZA MZE

Durée du marché (en mois) : 3

La consultation comporte des tranches : non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non

Marché alloti : non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : non

Date d'envoi du présent avis

12 septembre 2024

Toute reproduction, photocopie, transfert par mail est interdite sous peine de poursuites. Pour une formule multipostes contactez-nous pour un devis.

ANNONCES JUDICIAIRES

Jugement du Tribunal Mixte de Commerce de Mamoudzou en date du 06/09/2024 prononçant la ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée avec poursuite d'activité autorisée jusqu'au 06/10/2024 de :

AUTO-ECOLE 7.7.7. SAS

5 rue du stade de Cavani Immeuble Madouka 97600 MAMOUZOU
La création, l'acquisition, l'exploitation, la prise ou la mise en gérance, la vente, la participation, dans tous fonds de commerce d'enseignement de la conduite automobile et de la sécurité routière et toutes formations d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et des véhicules de toutes sortes, autos, motos, scooters, bateaux, camions, bus, remorques etc... et notamment la création d'un fonds de commerce d'auto-école situé à Mamoudzou 97600 - 5 rue du stade Cavani - immeuble Madouka, sur l'île de Mayotte.

818 696 197 RCS Mamoudzou /
Liquidateur judiciaire : SELARL HIROU 8 rue La Bourdonnais Cs 61053 97404 SAINT-DENIS
Date de cessation des paiements le 23/08/2024.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Jugement du Tribunal Mixte de Commerce de Mamoudzou en date du 06/09/2024 prononçant la ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée de :

Monsieur M'HOMA Mizani

route de Vahibé 8 Impasse Bacoco Sena Passamainty 97600 MAMOUZOU
Chambre d'hôte, toute activité de nettoyage, privé public et ou industriel, toute activité d'importation et commercialisation de produits de nettoyage et d'hygiène, toute activité d'entretien des espaces verts y compris de dragage, débroussaillage et élagage, gestion des espaces verts.
524 366 572 RCS Mamoudzou /
Liquidateur judiciaire : SELARL HIROU 8 rue La Bourdonnais Cs 61053 97404 SAINT-DENIS
Date de cessation des paiements le 01/06/2023.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Jugement du Tribunal Mixte de Commerce de Mamoudzou en date du 06/09/2024 prononçant la ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée de : BTP OI SARL

19 Espace Coralium Bât A RN1 Kaweni 97600 MAMOUZOU
La réalisation de tous travaux en matière de bâtiment et travaux publics, toutes prestations d'audit, d'expertise et de coordination en matière de bâtiment et travaux publics.
804 278 521 RCS Mamoudzou /
liquidateur judiciaire : SELARL HIROU 8 rue La Bourdonnais Cs 61053 97404 SAINT-DENIS
Date de cessation des paiements le 24/06/2024.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Jugement du Tribunal Mixte de Commerce de Mamoudzou en date du 06/09/2024 prononçant l'ouverture d'une procédure de ouverture redressement judiciaire à l'égard de DURANDAL SARL

17 rue des Sandragons ZI Nel Kaweni 97600 MAMOUZOU
La Société a pour objet en France et à l'étranger la fourniture aux personnes physiques et morales, de façon importante, exceptionnelle ou discontinue, de services relatifs à la sécurité des biens meubles ou immeubles tel que notamment la surveillance, le gardiennage, la téléprotection, la prévention de tous types de risques, l'accompagnement de valeurs, la protection contre le vol ainsi que l'achat, la vente, les études et conseils, l'installation, l'entretien et la réparation de tous matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission. L'inspection, le filtrage et toutes opérations de sécurités et de sûreté portuaire et aéroportuaire. La participation de la société, par tout moyen, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apport, commandite, de souscription ou rachat de titres sociaux, fusion, alliances ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

066 353 202 RCS Mamoudzou /
mandataire judiciaire : SELARL HIROU 8 rue La Bourdonnais Cs 61053 97404 SAINT-DENIS

Administrateur : SELARL ELISE DE LAISSARDIERE 18 rue Saint-Bernard 97400 SAINT-DENIS

Mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Date de cessation des paiements le 05/07/2024.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

Jugement du Tribunal Mixte de Commerce de Mamoudzou en date du 06/09/2024 prononçant la clôture pour insuffisance d'actif de EMERYT SAS

Activité : La fabrication d'ossatures métalliques pour la construction (pylônes, tabliers, passerelles...); la fabrication et le montage d'ossatures métalliques pour équipements industriels (ossatures de hauts fourneaux, de matériels de manutention...); la fabrication de constructions métalliques préfabriquées : baraques de chantier, éléments modulaires pour expositions, cabines téléphoniques; construction de bâtiment et ouvrage métallique divers
Anciennement : quartier Hachenoï 97680 TSINGONI
838 904 761 RCS Mamoudzou

ANNONCES LÉGALES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 août 2024, il a été constitué sous la dénomination sociale **SPFPL SC INVEST**, Société de Participation Financière de Professions Libérales à forme d'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée présentant les caractéristiques suivantes :

Capital social : 360 000 euros

Siège social : ZAC HAMAHA, Bâtiment Mwezi - Local 1-2, Les Hauts vallons, 97600 MAMOUZOU

Objet social : - la prise de participation dans toutes sociétés de type SELARL, SELAS, SELAFA et SELCA ayant pour objet l'exercice de la profession de pharmacien d'officine autorisée par le Code de la Santé publique, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement,
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Gérance :

• Monsieur CHARAFOUDINE SAMIR Demeurant 70 Lot Hauts Vallons, MAJICAVO LAMIR, 97690 KOUNGOU de nationalité FRANCAISE

Immatriculation : La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de MAMOUZOU.

Pour avis et mention,
Monsieur CHARAFOUDINE SAMIR



AVIS DE MODIFICATION

CMA CGM MAYOTTE

SAS au capital de 10000 €

Siège social : Immeuble le Pool Affaires
Route Nationale 1 Kaweni 97600 MAMOUZOU
RCS MAMOUZOU 514377910

Par décision du président du 01/08/2024, il a été décidé de nommer M BEAUCHESNE Olivier demeurant 3 rue Guyton de Morveau 21000 DIJON en qualité de Directeur Général en remplacement de M DE BOLLIVIER Malo, à compter du 01/09/2024 Modification au RCS de MAMOUZOU.

Pour avis



AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP du 09/07/2024, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : DIPÉ LATROU

Objet social : L'exploitation de tous fonds de commerce de boulangerie pâtisserie ; La fabrication, la vente et la distribution de tous produits de boulangerie et de pâtisserie ; L'achat et la vente sous toutes ses formes de produits alimentaires, et plus généralement de tous comestibles, en vente sur place ou à emporter ; La vente de boissons non alcoolisées, de confiseries, et de tous produits annexes.
Siège social : 4, Rue Mavazani Kaweni 97600 Mamoudzou.
Capital : 1000 € Durée : 99 ans.

Gérance : M. ABDALLAH Ismaël, demeurant Résidence Les Caramboles, Apt

A12, Impasse Bougainvilliers, Cavani 97600 Mamoudzou.
Immatriculation au RCS de Mamoudzou.

Pour avis



AVIS DE MODIFICATION

HOLDING GILLES BALOUKJY

EURL au capital de 1000 €

Siège social : APT T3 B LES HAUTS VALLONS KAWENI RUE CEZANNE RESIDENCE LES BAMBOUS 97600 Mamoudzou

980 216 568 RCS de Mamoudzou

Le 30/07/2024, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social à : La propriété, l'acquisition, la construction, l'administration, la prise à bail, la gestion, l'exploitation et la vente de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de tous droits immobiliers ou valeurs mobilières représentatives de biens immobiliers. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention au RCS de Mamoudzou.

Pour avis



AVIS DE MODIFICATION

AK HOLDING

SARL au capital de 9496790 €

Siège social : ZI DE KAWENI ROUTE NATIONALE 1, BP 7 97600 Mamoudzou

904 874 088 RCS de Mamoudzou

La décision unanime des associés du 01/04/2024 a nommé co gérant Mme ABDOULKADER Salima, demeurant 69, Lot. Les Trois Vallées Majicavo Lamir

97690 KOUNGOU. L'article 16 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention au RCS de Mamoudzou

Pour avis



AVIS DE CONSTITUTION

Cabinet PALAIS MARRIE, avocats

18, rue de Tilsitt 75017 Paris
28, ave de Choiseul 95400 Villiers le Bel

Par acte SSP du 30/08/2024, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : KYNTUS MAYOTTE

Objet social : Transmissions et systèmes de télécommunication fixes et sans fils, services aux entreprises : ingénierie, intégration, câblage, entretien et maintenance des réseaux électriques et de télécommunications et infrastructures liées.

Siège social : 49 ZI NEL KAWENI à MAMOUZOU (97600).

Capital : 1000 € **Durée :** 99 ans

Président : KYNTUS, SAS au capital de 2.642.240 €, ayant son siège social 23 av Louis Bréguet, Le Santos Dumont 78140 Vélizy Villacoublay, 840 017 305 RCS de Versailles.

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout actionnaire peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

Clause d'agrément : Cession libre entre associés. Cession soumise à agrément dans les autres cas.

Immatriculation au RCS de Mamoudzou.

Pour avis